

LA CHARTE DE LA NATURE

1.

Le droit à la nature doit être l'un des fondements de toute civilisation; il est l'une des conditions de sa survie et de son progrès. L'espèce humaine a le devoir de respecter toutes les formes de la vie. Dans son usage du milieu naturel, elle doit préserver l'avenir de l'humanité et transmettre aux générations futures le patrimoine physique et esthétique nécessaire à leur existence et à leur épanouissement.

Tout développement économique ou technique qui dégraderait gravement le milieu naturel est un appauvrissement de l'Homme et doit être rejeté. L'emploi des engrais chimiques et des pesticides, nocifs pour la Nature doit être progressivement réduit.

L'aménagement doit être à la base du territoire et de l'urbanisme. La connaissance de l'environnement doit revenir au but fondamental de l'enseignement et de la formation permanente du citoyen. L'une des missions essentielles de notre temps est de réaliser le progrès du cadre de la vie et de rendre à l'Homme une Nature sans souillure.

2.

Sur une Terre où l'espèce humaine détruit de plus en plus, la surpopulation est incompatible avec la sauvegarde du milieu naturel.

L'extension démesurée des grandes villes entraîne une dégradation redoutable de leur cadre de vie.

Le monde rural doit être un gardien de la Nature. Il doit être préparé à ce rôle et recevoir une compensation du monde urbain.

3.

Qui détruit la Nature doit payer : une taxation de toutes les formes de nuisances doit faire payer aux responsables le prix de la prévention ou sinon de la réparation.

Les pollutions commises en violation des lois et des règlements doivent être frappées de sanctions dissuasives.

Le coût des atteintes au milieu naturel sera évalué avant toute décision d'urbanisation, d'industrialisation ou d'infrastructures routières.

4.

La défense de la Nature incombe d'abord à ceux qui l'aiment. Il faut qu'ils participent, avec les administrations et les collectivités locales, à la cogestion du milieu naturel; ils auront la moitié des sièges dans tous les organismes consultatifs

qui interviennent pour son aménagement; ils seront choisis sur proposition des associations représentatives. Parallèlement aux commissions des sites, chargées de protéger les richesses esthétiques de l'environnement, des commissions de la Nature devront être créées pour veiller à la conservation de ses richesses biologiques; elles suivront et conseilleront l'action de l'Administration et informeront l'opinion publique.

Les communes ont une responsabilité particulière dans la sauvegarde de la qualité de la vie. Elles doivent consulter leurs habitants avant tout aménagement important du milieu naturel ou du milieu urbain.

5.

Il faut abolir l'urbanisme clandestin. Toute demande de permis de construire sera rendue publique à la mairie et sur le terrain concerné. Les dérogations de densité aux plans d'urbanisme ou d'occupation des sols seront interdites.

6.

Il faut réintroduire la Nature dans les villes : la verdure, la pureté de l'air et de l'eau, le silence de la nuit.

Les nuisances urbaines seront sans cesse réduites au point de ne plus porter atteinte à la santé.

Le cœur des villes sera aménagé pour les piétons.

Les villes doivent maintenir leur intégrité verte. Tout espace vert public ou privé menacé de disparition ou de dégradation, sera immédiatement remplacé par la création d'un espace vert équivalent en surface ou en qualité.

Un grand ensemble vert accompagnera tout grand ensemble de béton. Un plan d'expansion verte assurera à chaque citoyen au moins dix mètres carrés de parcs et de jardins publics.

La construction de parcs de stationnement sera interdite sous les espaces verts publics. En surface, leur réalisation sera subordonnée à la plantation d'arbres.

Pour empêcher la prolifération d'une banlieue, des coupures végétales devront interrompre le tissu urbain. Toute agglomération sera entourée d'une ceinture verte intangible.

7.

L'Homme doit maintenir de vastes étendues de nature sauvage et protéger partout la faune et la flore contre la surexploitation et l'extermination des espèces.

Les parcs naturels nationaux et les réserves naturelles seront un domaine inviolable. Le patrimoine forestier de l'État et des collectivités locales ne doit pas

être réduit. L'expansion rapide de la forêt, source d'oxygène et de loisir est indispensable, particulièrement sous la forme de feuillus.

Tout homme a droit au libre accès à la mer, aux grands lacs, aux cours d'eau et aux montagnes.

Le domaine public maritime de l'État est, et doit rester inaliénable, incessible et imprescriptible. Tout déclassement et toute concession d'endigage y seront interdits. Le domaine privé de l'État et les terrains en bord de mer, de lac ou de rivière appartenant aux collectivités locales ne doivent en aucun cas être vendus, et aucune concession publique ne doit y être accordée pour un usage privé.

Un plan de protection et d'aménagement de tout le littoral maritime et lacustre sera établi; le tiers au moins de ce littoral devra être gardé à l'état naturel.

La haute montagne restera vierge. Au-dessus de 1 500 mètres, la montagne sera préservée de l'urbanisation. Le tiers au moins du domaine skiable demeurera à l'état naturel.

8.

L'individu humain a droit à la beauté du cadre naturel. Un inventaire détaillé des richesses naturelles des sols, de la flore, de la faune et des sites devra précéder toute exploitation économique. La préservation et l'embellissement du paysage urbain et du paysage rural sont un devoir fondamental de tout aménagement du territoire. La civilisation rurale doit être sauvée de la destruction. L'espace rural ne doit plus être défigurés par une construction anarchique et standardisée. Dans toutes les communes, il faudra la soumettre à des règles d'urbanisme.

L'Homme a le droit de trouver le silence dans son habitat et dans ses loisirs.

La réalisation de grands axes de circulation et d'aérodromes sera interdite dans les sites protégés.

9.

L'État et les collectivités publiques doivent acquérir les espaces naturels les plus nécessaires ou les plus menacés.

Une Fondation nationale y associera les fonds privés.

Les gardiens de la nature ne doivent pas en être financièrement pénalisés : les propriétaires des terrains frappés d'une interdiction de construire recevront une juste compensation.

10.

L'écologie ignore les frontières politiques. La protection de la nature exige une communauté d'action à l'échelle européenne et à l'échelle mondiale et la

renonciation aux souverainetés nationales. Elle nécessite la constitution d'autorités internationales disposant de pouvoirs réels et de crédits importants.

Des conventions internationales devront interdire la surexploitation de la faune, de la flore et des sols et protéger le cadre naturel de l'univers.

Toute dérogation nationale ou locale sera interdite. Rendre la pureté à l'atmosphère, aux mers, aux cours d'eau et aux lacs internationaux est un impératif de survie.

Au-dessus des frontières, cette fraternité universelle des défenseurs de la Nature donnera naissance à une civilisation nouvelle qui fera passer le bonheur de l'homme avant le profit, les besoins collectifs avant les intérêts privés et l'avenir du monde vivant avant l'exploitation aveugle de la Terre.

Source: Revue Forestière Française, juillet-août 1973, p. 324-326.